

SKIKDA

Un budget de 400 milliards de centimes pour l'APC

C'est une première dans les annales de cette assemblée issue des élections locales du 29 octobre 2007. Les élus sont sortis de leurs gonds afin de s'exprimer sur des choses d'utilité publique.

Réactivation de la police de l'urbanisme, création d'un bureau d'études propre à l'APC, urgente réalisation de parkings à étages, dégager les chaussées bondées de matériaux de construction des entreprises de réalisation, à travers notamment l'apport de la sécurité publique de la Sûreté de wilaya, fructifier les feux tricolores, notamment devant le centre paramédical, prendre en charge le jet d'eau de la cour de la Liberté, délaissée depuis sa réalisation, respecter la norme internationale, qui est de 12%, fixant le taux des espaces verts par rapport à celui global du territoire de la ville où ils seront implantés, ouverture d'une piste entre Oued Mdini, localité de Stora, et la commune de Aïn Zouit, construction d'un cimetière sur 30 ha à la dernière commune citée.

Telles sont, entre autres, les principales propositions formulées par les élus, lors de la session extraordinaire de l'APC de Skikda, tenue mardi et réservée à l'examen et à l'adoption du budget supplémentaire 2009. Ce dernier a été estimé à 1 740 399

860,57 DA, soit un plus de 174 milliards de cts, additif du compte administratif 2008, de l'ordre de 1 060 155 800,57 DA et de la moins-value évaluée à 680 244 060 DA.

C'est une première dans les annales de cette assemblée issue des élections locales du 29 octobre 2007. Les élus sont sortis de leurs gonds afin de s'exprimer sur des choses d'utilité publique, en plus faciles à régler.

«Tout ne va pas bien dans la commune de Skikda», c'est l'assertion qui s'y dégage. Tout autant que les montants cumulés des budgets primitif et supplémentaire qui ont atteint les 500 milliards de cts de Skikda.

Un bon pactole qui ne reflète pas le cadre de vie des citoyens. Certes, si on prend pour exemple le volet des routes, beaucoup de tronçons sont en voie de réhabilitation, tels ceux du Ricous, la descente de Souk-El-Fellah, la pente menant à la mosquée de Bouyala, qui ont été longtemps délaissés.

Un élu tirera la sonnette d'alarme sur le risque d'éboulement de terrain à la cité Zeramna. «Il était prévu la

réalisation de 20 murs de soutènement, jusqu'à présent trois seulement ont été réalisés.

D'ailleurs, récem-ment, un glissement de terrain a touché 8 familles.» Des propos confirmés par le vice-président chargé de l'ur-banisme. «L'alerte a été donnée par deux femmes qui se sont présentées à mon bureau. Le glissement a été localisé au niveau des logements évolutifs.»

Pour sa part, le P/APC n'a pas hésité à tirer à boulets rouges sur les institutions qui n'auraient pas joué leur rôle convenablement.

La première visée n'est autre que la Direction de l'urbanisme et de la construction, défailante à travers les lenteurs constatées dans le lancement du programme de l'amélioration urbaine.

«Montrez-moi un seul programme de la DUC qui marche», s'adressa-t-il à l'assistance. Il ajoute : «Certes, le programme concernant la cité des Oliviers a été entamé, sera-t-il pour autant réussi ? L'avenir nous le dira.»

Au sujet du téléphérique, Ferhat Ghennai s'en désole de l'existence de gourbis qui se trouvent en dessous de sa trajectoire, au site précaire de

Bouabaz. «Gageons que le projet de réalisation des 600 logements sur le même site, et destinés au re-casement des habitants, sera concrétisé dans les délais requis.»

Cette session a été également réservée à la présentation de 46 projets d'un coût global de 148,9 milliards de cts. Un intervenant relèvera justement l'importance pour l'assemblée d'être informée du taux prévisionnel d'avancement des travaux.

«On aimerait bien connaître quel est le taux d'avancement des travaux lancés, notamment ceux concernés par les régularisations dans le cadre du BS 2009.» Une question demeurée sans réponse.

L'APC a du pain sur la planche et elle en est consciente. Deux années après, la ville en est au point initial de dégradation ; le maire en appelle à la contribution de tout le monde, presse et mouvement associatif notamment.

Elle devra déjà penser à régler la montre se trouvant à la salle des délibérations, en face la tribune où s'installe l'exécutif communal, qui lui indique un horaire trompeur, et ce, pour être à l'heure !

Zaid Zoheir

TLEMCCEN Sidi-Youchaâ, la colère des estivants

Cette petite plage, très prisée par les émigrés et les familles conservatrices de Tlemcen, a été autorisée à la baignade après de longues années d'interdiction. Cette saison, elle accueille des milliers d'estivants venus de tous les coins du pays. Et trouver un bungalow relève du miracle et pourtant, il y a une grande déception, le manque d'eau gâche le plaisir des estivants qui ne comprennent pas se laisser-aller de la part des responsables en pareille période... Une famille venant du sud de la France trouve l'endroit magnifique mais le manque d'eau reste un problème qui n'encourage pas les gens à prolonger leur séjour à Sidi-Youchaâ et dire que cette région ne peut prospérer que par une activité touristique.

Rappelons qu'avant même l'ouverture de la saison estivale, le chef de l'exécutif a donné des instructions fermes aux responsables pour assurer de meilleures conditions d'accueil aux estivants et en priorité le problème d'eau. On vous le disait, le tourisme c'est une affaire de professionnels.

Transport urbain, le calvaire de la ligne 24

Si en général le transport urbain dans le Grand-Tlemcen est plutôt satisfaisant et ne cesse de s'améliorer avec la mise en service des nouveaux bus de l'ETUT, une entreprise publique qui a réglé pas mal de problèmes, ce n'est, malheureusement, pas le cas des usagers de la ligne 24 qui desserte la localité du Champ de tir et des 400-Logements situés au fin fond de la commune de Mansourah. Pour les habitants de cette zone, c'est un véritable calvaire vécu au quotidien. Les quelques bus affectés à cette ligne ne respectent rien et il faut plus de 45 minutes pour se rendre au centre-ville de Tlemcen, les habitants comptent saisir le wali car ils ne comprennent pas cette «injustice» : la ligne 14 qui dispose d'une trentaine de bus déjà a été renforcée par les bus de l'ETUT alors que la priorité s'imposait pour la ligne 24. Espérons que la direction des transports de la wilaya réglera ce problème au plus vite car le calvaire n'a que trop duré.

M. Zenasni

SIDI-BEL-ABBÈS Une quinquagénaire égorgée

Dans l'après-midi de vendredi dernier, une femme âgée de 50 ans a été retrouvée morte gisant dans une mare de sang en son domicile. C'est la fille de la victime installée à l'étranger qui, intriguée par des appels téléphoniques auxquels sa mère ne répondait pas, qui a contacté une proche pour aller se renseigner sur les lieux, en l'occurrence l'appartement sis au quartier Admi-Fatiha dans le chef-lieu de Sidi-Bel-Abbès.

Devant la porte close, cette personne a sollicité un voisin qui l'a ouverte et découvert la victime égorgée.

Alertés, les services de sécurité n'ont retrouvé sur les lieux que le fils de la victime âgé de 7 ans, un déficient mental, qui n'a pu les éclairer. Un constat a été fait, la porte ne présenterait pas d'effraction, un indice fort important pour l'enquête qui a aussitôt été enclenchée pour retrouver le ou les assassins.

A. M.

BOUMERDÈS

Les commerçants sinistrés de Boudouaou El-Bahri demandent de l'aide

Dans une lettre adressée au wali de Boumerdès, les commerçants victimes du séisme de 2003 de Boudouaou El-Bahri (wilaya de Boumerdès) demandent de l'aide au premier responsable de la wilaya, par l'affectation d'un terrain leur permettant de s'installer autour des chalets des sinistrés.

Pour rappel, une dizaine de commerçants, généralement des locataires qui avaient perdu leurs

locaux, ont été autorisés, selon le P/APC, Louriachi Kaci, en 2003, à s'installer, provisoirement, dans des endroits facilitant aux 350 familles sinistrées des achats de produits de première nécessité. Cette autorisation était annuelle.

Mais le projet de l'élargissement de la RN24 et la construction d'une cité universitaire ont contrarié cette facilité accordée par la commune. Les commerces en question ont été démolis. Selon le P/APC, des constructions illicites sont venues se greffer à ces commerces. Pour le

premier magistrat de la commune, il n'est plus question de renouveler l'opération de solidarité. Cependant, M. Louriachi propose une solution.

«Nous avons choisi un terrain et nous attendons l'autorisation des services de l'urbanisme et de la construction pour autoriser quelques commerçants à s'établir autour des chalets. Ces derniers doivent impérativement respecter les normes de l'urbanisme et nous aider à empêcher des constructions et commerces illicites,» dira-t-il au téléphone.

Abachi L.

SÉTIF

Les enfants d'enseignants d'El-Eulma privés de vacances

Comme chaque année à pareille période, les enseignants espèrent envoyer leur progéniture en vacances afin de profiter de la grande bleue.

Les œuvres sociales de l'éducation de la wilaya (sous l'égide de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation) qui gèrent et organisent les colonies de vacances sont aux abonnés absents cet été et les enfants d'enseignants ne goûteront

pas aux plaisirs de la mer. Seule une colonie familiale a été organisée à Mostaganem. Celle-ci, qui reste quand même très loin de Sétif engendre beaucoup de frais à ceux (nombre très limité) qui auront le privilège d'y participer. Les

enseignants que nous avons rencontrés ne manquent pas d'exprimer haut et fort leur mécontentement et se posent des questions sur la gestion des milliards de la commission nationale des œuvres sociales de l'éducation et pointent du doigt les syndicalistes de la FNTE et de la Centrale syndicale. Ils se posent des

questions sur les bénéficiaires réels quand on sait que des voyages à l'étranger sont organisés chaque année, en plus de l'achat de voitures. Ces œuvres profiteraient surtout à des personnes étrangères au secteur de l'éducation et ce, au détriment des fonctionnaires de l'éducation.

Mostefa Djafar

Le Soir d'Algérie
recrute des correspondants
pour les wilayas de Khenchela,
M'sila, Biskra, Jijel, Saïda
et Mostaganem.
Envoyez CV au : 021 67 06 76